



HAL
open science

Perceptions par les populations des mesures de lutte contre les maladies à transmission vectorielle

Daniel Bley

► **To cite this version:**

Daniel Bley. Perceptions par les populations des mesures de lutte contre les maladies à transmission vectorielle. Jean-Yves LE DÉAUT et Bruno SIDO (eds). LES MALADIES À TRANSMISSION VECTORIELLE - RAPPORT de L'OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES, pp. 61-63, 2016. hal-01986666

HAL Id: hal-01986666

<https://hal.science/hal-01986666v1>

Submitted on 22 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

N° 3898

N° 741

ASSEMBLÉE NATIONALE

SÉNAT

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
QUATORZIÈME LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 2015 - 2016

Enregistré à la présidence de l'Assemblée nationale

Enregistré à la présidence du Sénat

le mercredi 29 juin 2016

le mercredi 29 juin 2016

RAPPORT

au nom de

**L'OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES**

sur

LES MALADIES À TRANSMISSION VECTORIELLE

PAR

M. Jean-Yves LE DÉAUT, député, M. Bruno SIDO, M. Roland COURTEAU et M. François COMMEINHES, sénateurs

*Compte rendu de l'audition publique du 7 avril 2016
et de la présentation des conclusions du 28 juin 2016*

Déposé sur le Bureau de l'Assemblée nationale

par M. Jean-Yves LE DÉAUT,

Président de l'Office

Déposé sur le Bureau du Sénat

par M. Bruno SIDO,

Premier Vice-président de l'Office

À Montpellier, où le moustique est présent depuis assez longtemps, nous avons suivi les densités de femelles en utilisant des pièges, à partir du mois d'avril puis tout au long de la saison. Nous voyons que ces populations augmentent. En rouge, sur le schéma projeté, figure la température, avec laquelle la densité de présence des moustiques est fortement corrélée. En septembre 2014, alors que nous étions en pente descendante, s'est produit un épisode extrême à Montpellier, avec des pluies diluviennes (250 millimètres en trois heures). Nous nous attendions, en vertu du dogme, à ce que cela lessive les gîtes larvaires et à une diminution des populations de moustiques. Nous avons observé l'inverse. Les températures étaient toujours favorables et les populations de moustiques ont connu un rebond fin 2014, ce qui s'est traduit par une extension de la période de transmission du chikungunya, dont onze cas sont survenus à Montpellier. Il ne faut donc pas voir le climat comme le grand responsable de tout. Il a une contribution mais ne contribue pas à tous les phénomènes qui nous préoccupent ici.

M. François Commeinhes. - L'Office a toujours eu à cœur de compléter ses auditions, sur des thèmes scientifiques ou technologiques, par des éclairages apportés par les sciences humaines. C'est ainsi que nous allons maintenant écouter M. Daniel Bley, qui a notamment conduit des recherches interdisciplinaires en vue de comprendre les représentations et les pratiques des populations en matière de santé-environnement, notamment pour les maladies à transmission vectorielle.

5. M. Daniel Bley, anthropologue biologiste, directeur de recherche émérite, **Unité mixte de recherche ESPACE, CNRS/Université Aix-Marseille** - « *La perception par les populations des mesures de lutte contre les maladies à transmission vectorielle* »

Le Pr Jean-François Delfraissy soulignait dans la présente audition l'apport des sciences humaines et sociales dans les moyens de lutte contre les maladies vectorielles, en particulier sur le plan de la lutte antivectorielle.

Les maladies à transmission vectorielle constituent, en effet, un objet d'étude pertinent pour les sciences humaines et sociales. Des travaux ont été effectués par des chercheurs de l'IRD sur le paludisme, il y a un certain temps déjà en termes de perceptions et de comportements. En revanche, ces travaux sont assez rares sur les maladies vectorielles en France. Quelques-uns ont vu le jour au moment de l'épidémie de chikungunya à La Réunion en 2006 et au cours des années qui ont suivi. Mais il y a peu de travaux en cours sur ces questions.

Celles-ci sont pourtant emblématiques des problématiques d'environnement-santé. Elles forment un objet d'étude complexe et traitent d'une question qui s'inscrit dans l'espace public, où elles font l'objet de controverses. Mme Catherine Mir évoquait, par exemple, les dérogations. J'ai

participé récemment à la saisine du Haut Conseil de la santé publique sur la dérogation d'usage du malathion en Guyane, ce qui m'a paru assez instructif sur les difficultés dans la réalisation d'une lutte antivectorielle efficace.

En l'absence de thérapie et de l'impossibilité d'éradication des vecteurs, la lutte antivectorielle constitue le principal moyen de contrôle. Il s'agit pour nous d'étudier les populations et l'ensemble des acteurs (collectivités territoriales, professionnels de santé, institutions, etc.) afin de mettre au jour comment tous perçoivent les enjeux et peuvent interagir pour lutter contre l'extension de l'*aedes*. C'est ce que soulignait M. Frédéric Jourdain, du CNEV, qui animait récemment un rapport sur la mobilisation sociale en soulignant l'enjeu important que celle-ci constitue.

Une des façons, pour les sciences humaines et sociales, de s'intéresser à ces questions est de comprendre comment se mettent en place des stratégies intersectorielles de lutte. Pour la première fois dans le plan national santé-environnement – dont c'est la troisième édition –, cet aspect est pris en charge.

Un projet *aedes*, financé dans le cadre du programme Risques-Décisions-Territoires du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer sur la perception des populations, met en évidence un problème en période interépidémique entre nuisances et risques du point de vue de la perception des populations. La plainte émane des populations (touristes et résidents), ce qui conduit à signaler au maire une nuisance. Mais de la nuisance à la perception du risque sanitaire, le chemin est plus complexe. Dans les territoires qui ont été les premiers touchés par des cas autochtones de dengue en 2010 dans les Alpes-Maritimes, par exemple, nos travaux montrent que la perception du risque sanitaire est un peu plus importante qu'elle ne l'est dans les territoires où l'*aedes* s'est implanté de façon récente, comme en Vendée où aucun cas n'a été déclaré.

Il existe aussi des enjeux institutionnels. Parmi les acteurs importants dans la prise en charge de la lutte antivectorielle figurent les professionnels de santé, souvent considérés comme des relais essentiels entre les directives qui émanent des autorités sanitaires et les patients. La plupart des études montre que ces professionnels ne sont pas plus informés que la moyenne des Français, malgré leur rôle clé. Je parle des médecins généralistes mais aussi des pharmaciens d'officine, qui peuvent aussi avoir un rôle important à jouer d'acteurs de santé publique – constat qui plaide pour la formation et l'information de ces professionnels.

Enfin, nos travaux mettent en exergue de fortes disparités dans l'implication des collectivités. Certaines se sont mobilisées. D'une façon générale, toutefois, les collectivités apparaissent un peu comme le maillon faible, dans la chaîne qui relie les patients à l'ARS, du signalement des cas à la prise en charge en passant par l'intervention de l'EID. Lorsqu'il faut procéder à des opérations de démoustication, cela pose parfois quelques difficultés.

En écoutant les populations évoquer les problématiques d'environnement-santé, on s'aperçoit qu'elles parlent souvent de qualité de vie, ce qui signifie pour elles être en bonne santé et vivre dans un environnement agréable, voire soutenable. Sa prise en compte permettrait d'aller vers des approches de transversalité car la qualité de vie peut s'appréhender à travers trois interfaces : la perception et la mesure, l'individuel et le collectif, le biologique et le social. C'est là qu'il existe des enjeux majeurs à explorer par les sciences humaines et sociales, à mes yeux, pour une lutte antivectorielle et une prise en charge plus efficaces.

L'interface perception-mesure renvoie à la nécessité d'une gouvernance élargie, seule garante, *in fine*, d'une réelle participation des populations.

La deuxième interface porte sur l'individuel et le collectif. Le baromètre Santé de l'INPES, concernant les maladies vectorielles mais aussi la pollution de l'air, montre que les populations pointent souvent du doigt la responsabilité de l'État, dont elles attendent tout. La volonté de mobilisation sociale et celle de rendre les populations actrices de leur santé ne doit cependant pas conduire à trop les culpabiliser afin qu'elles conservent une capacité d'action et d'implication dans la lutte antivectorielle.

Enfin, l'interface entre le biologique et le social me paraît importante : si la lutte antivectorielle relève de la santé publique, les populations y voient aussi une atteinte écologique, ce qu'ont bien montré certaines interventions. Les populations ont compris que les insecticides étaient dangereux pour la santé. Pourquoi, dès lors, les utiliser alors qu'ils peuvent compromettre leur santé ? Il peut y avoir là un paradoxe de leur point de vue, ce qui représente également un aspect à travailler pour une meilleure prise en charge de la lutte antivectorielle.

M. François Commeinhes. - Merci pour cet éclairage. Je vous propose maintenant que nous visionnions un film de quelques minutes sur une nouvelle technique de lutte contre les moustiques.

Un film d'environ deux minutes est projeté. M. Didier Fontenille, entomologiste médical et directeur de recherche à l'IRD, y évoque notamment les moyens de lutte communautaire et de nouvelles méthodes envisagées de lutte contre les moustiques vecteurs, notamment la lutte génétique.

ANNEXES

I. PROGRAMME DE L'AUDITION PUBLIQUE



République Française

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques
(OPECST)AUDITION PUBLIQUE, ouverte à la presse
Les maladies à transmission vectorielle*à l'initiative de**organisée par*M. Jean-Yves LE DÉAUT
Député
Président de l'OPECSTM. Bruno SIDO
Sénateur
Premier Vice-président de
l'OPECSTM. Roland COURTEAU
Sénateur
Vice-président de l'OPECSTM. François COMMEINHES
Sénateur
Membre de l'OPECST**Judi 7 avril 2016**
de 14 h 30 à 19 h 30Au PALAIS DE LUXEMBOURG – Salle Médecis
15, rue de Vaugirard, 75006 PARIS*(Accueil à partir de 14 heures - Une pièce d'identité sera demandée à l'entrée)*

PROGRAMME

14 h 30 ACCUEIL : M. Roland Courteau, sénateur, vice-président de l'OPECST

INTRODUCTION : M. François Commeinhes, sénateur, membre de l'OPECST

Première table ronde, présidée par M. Roland Courteau, vice-président de l'OPECST : les maladies à transmission vectorielle

14 h 45 **Les caractéristiques des maladies à transmission vectorielle (chikungunya, dengue, fièvre jaune, paludisme, West Nile, Zika)**

Pr François Rodhain, professeur honoraire à l'Institut Pasteur : *Caractérisation des populations de moustiques*

Pr Martin Danis, professeur émérite de parasitologie, Université Pierre-et-Marie-Curie-Paris 6, membre correspondant de l'Académie nationale de médecine : *La transmission vectorielle des parasitoses : le cas du paludisme*

Mme Anna-Bella Failloux, directrice de recherche, responsable de l'Unité arbovirus et insectes vecteurs, Institut Pasteur : *La transmission du virus Zika par des moustiques*

M. Frédéric Jourdain, ingénieur du génie sanitaire, Centre national d'expertise sur les vecteurs (CNEV) : *Les missions du Centre national d'expertise sur les vecteurs. Contrôle des populations de vecteurs*

Mme Catherine Mir, responsable de la sous-direction santé-environnement, produits chimiques et agriculture, Direction générale de la prévention des risques, Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer : *Efficacité et risques des produits insecticides*

15 h 40 **Les épidémies de maladies à transmission vectorielle**

Pr Jean-François Delfraissy, directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida et les hépatites virales (ANRS - France Recherche Nord&Sud Sida-HIV Hépatites) et de l'Institut immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie (ITMO I3M) : *Les crises sanitaires infectieuses*

M. Christophe Paupy, chargé de recherche, Institut de recherche pour le développement, IRD : *Émergence des arbovirus*

M. Paul Castel, directeur général, et **M. Manuel Munoz-Rivero**, directeur adjoint à la direction santé publique et environnementale, Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte-d'Azur (ARS PACA) : *La lutte contre les moustiques en Provence-Alpes-Côte-d'Azur*

Mme Marie-Claire Paty, responsable de la coordination de la surveillance des maladies à transmission vectorielle, Institut national de veille sanitaire (InVS) : *La situation en France métropolitaine et aux Antilles, en Guyane, en Polynésie française et à La Réunion en 2016*

Pr Arnaud Fontanet, directeur de l'Unité d'épidémiologie des maladies émergentes, Institut Pasteur : *Deux complications graves du virus Zika : le syndrome de Guillain-Barré et la microencéphalie à travers le retour d'expérience de la Polynésie*

M. Frédéric Simard, directeur de l'Unité mixte de recherche maladies infectieuses et vecteurs : écologie, génétique, évolution et contrôle (MIVEGEC), IRD/CNRS/Université de Montpellier : *Contrôle des vecteurs et évolution de leurs populations*

M. Christophe Lagneau, directeur recherche et développement, Entente interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen (EID Méditerranée) : *Évolution de la présence des moustiques : procédés, effets et limites de la démoustication*

Pr Jérôme Depaquit, directeur de l'Unité de recherche transmission vectorielle et épidémiologie de maladies parasitaires, Université de Reims Champagne-Ardenne : *Les maladies transmises par les phlébotomes*

Mme Nathalie Boulanger, maître de conférences à l'Université de Strasbourg, praticien attaché au centre national de référence sur la borréliose de Lyme, CHU de Strasbourg : *Les maladies transmises par les tiques*

Mme Véronique Chevalier, directrice adjointe de l'Unité de recherche animal et gestion intégrée des risques (AGIRs), Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) : *Cartographie des risques des maladies à transmission vectorielle*

Questions

17 h 20 **Seconde table ronde, présidée par M. François Commeinhes, sénateur, membre de l'OPECST : le cas du virus Zika**

INTRODUCTION : M. Jean-Yves Le Déaut, député, président de l'OPECST

Alerte et point sur l'évolution de la situation en France et dans le monde

17 h 30 **M. Jean-Claude Manuguerra**, directeur de la Cellule d'intervention biologique d'urgence (CIBU), Institut Pasteur/OMS : *2016 : l'alerte Zika dans le monde*

Mme Sylvie Quelet, directrice du département des maladies infectieuses, Institut national de veille sanitaire (InVS) : *Rôle de l'Institut national de veille sanitaire*

M. Stéphan Rossignol, maire de La Grande-Motte : *Les moyens d'action d'un élu contre les moustiques*

M. Frédéric Simard, directeur de l'Unité mixte de recherche maladies infectieuses et vecteurs : écologie, génétique, évolution et contrôle (MIVEGEC), IRD/CNRS/Université de Montpellier : *Causes de la modification de la répartition géographique de l'aedes albopictus*

M. Daniel Bley, directeur de recherche émérite, Unité mixte de recherche ESPACE, CNRS/Université Aix-Marseille : *La perception par les populations des mesures de lutte contre les maladies à transmission vectorielle*

18 h 05 **Les solutions mises en œuvre**

Pr Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses et tropicales, Hôpital Bichat-Claude-Bernard, professeur à l'Université Paris Diderot, chercheur à l'INSERM : *La réponse hospitalière aux maladies tropicales et infectieuses*

Mme Isabelle Leparc-Goffart, responsable du Centre national de référence des arbovirus, Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA) : *L'apport du Centre de référence des arbovirus*

Pr Gérard Lasfargues, directeur général adjoint scientifique, Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) : *Vecteurs et maladies vectorielles : pour une approche globale*

M. Frédérick Gay, maître de conférences des universités, praticien hospitalier, groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, Université Pierre-et-Marie-Curie : *Le rôle de la médecine des voyages*

M. Vincent Feuillie, responsable du Service médecine passagers, Air France : *Action des compagnies aériennes contre les maladies à vecteurs*

M. Jean-Louis Gély, directeur de la communication et des relations extérieures, Entente interdépartementale pour la démoustication du littoral méditerranéen (EID Méditerranée) : *Prolifération des moustiques en ville : outils de prévention*

Mme Anne-Claire Amprou, directrice générale adjointe de la santé, Ministère des affaires sociales et de la santé

Questions

19 h 30 **CONCLUSION : M. François Commeinhes**, sénateur, membre de l'OPECST